



Organisation mondiale
de la santé animale
93e Session Générale

Assemblée mondiale

Paris, 18-22 mai 2026

93GS/Fin-04/Fr
Original : Français
Mars 2026

**Ajustements au
Programme de travail prévu au Budget 2026**

Document de travail financier



Organisation mondiale
de la santé animale

Table des matières

Introduction.....	3
I. Situation budgétaire et évolutions 2026.....	3
1. Prévisions de recettes révisées du Budget général.....	3
2. Budget initial vs Budget révisé : ajustements et écarts	4
3. Pilotage prudentiel et sécurisation des postes stratégiques.....	6
3.1 <i>Un budget conservatoire dans un contexte de tension sur les ressources</i>	6
3.2 <i>Sécurisation des postes stratégiques et consolidation des capacités</i>	6
3.3 <i>Mobilisation de ressources</i>	6
II. Capacités opérationnelles et points d'attention	7
1. Consolidation des capacités opérationnelles et arbitrages réalisés	7
a) <i>Normes : continuité de la production normative et de la reconnaissance des statuts</i>	7
b) <i>Gestion de l'information : sécurisation de WAHIS et renforcement du service aux Membres</i>	7
c) <i>Renforcement des capacités : PVS, plateformes numériques et laboratoires</i>	7
d) <i>Gouvernance et transformation : Comité de révision de la gouvernance et 8e Plan stratégique</i>	8
2. Points de vigilance pour la fin d'exécution et recommandations	8
2.1 <i>Principaux risques identifiés</i>	8
2.2 <i>Recommandations pour sécuriser la trajectoire 2026</i>	8
Conclusion.....	9

Introduction

1. Le Programme de travail prévu au Budget, Prévisions de recettes et Barème des contributions correspondant pour 2026 (92GS/Fin-05) ont été formellement adoptés par l'Assemblée mondiale des Délégués en mai 2025. Il s'inscrit dans la dernière année de mise en œuvre du 7e Plan stratégique (2021-2026) et accompagne la transition vers le 8e Plan stratégique, dont l'élaboration constitue une priorité organisationnelle en 2026.
2. Le Budget 2026 a été conçu et révisé selon une approche conservatoire et prudentielle, dans un contexte caractérisé par :
 - une tension accrue sur les ressources financières, en particulier la prévisibilité et l'affectation spécifique des financements volontaires
 - la nécessité de sécuriser la trajectoire budgétaire du Budget général, socle du financement durable de l'Organisation
 - le maintien des capacités techniques et opérationnelles indispensables à l'exécution du mandat.
3. Conformément au cycle de programmation et de budgétisation de l'OMSA, le présent document propose à l'Assemblée mondiale des Délégués une lecture structurée des ajustements du Budget 2026 en cours d'exécution, des écarts entre budget initial et exécution, et des mesures de pilotage mises en œuvre pour sécuriser la trajectoire de fin d'exercice.

I. Situation budgétaire et évolutions 2026

1. Prévisions de recettes révisées du Budget général

4. Les contributions statutaires reçues des Membres demeurent la principale source de financement durable de l'OMSA. Conformément à la Résolution n°15/2018, l'indice IPC « OCDE-Total » de 2024 (5.3%) a servi de base au calcul des montants des contributions statutaires pour 2026. Sur cette base, le montant théorique des contributions statutaires pour 2026 est estimé à 16 798 000 €, auquel s'ajoutent des contributions attendues de trois Membres en catégorie extraordinaire A (France, Italie, Taipei Chinois), et un nouveau Membre en catégorie extraordinaire B (Brésil) estimées à 928 000 €. Un Membre (Ouzbékistan) passe par ailleurs de la catégorie 6 à la catégorie 4.

Catégorie	2026 €
A contribution minimale	500 000
B contribution minimale	300 000
1	332 100
2	265 680
3	199 260
4	132 840
5	66 420
6	39 852

Tableau 1. Barème des contributions statutaires pour 2026

5. Les contributions en catégorie extraordinaire additionnelles et le changement de catégorie, une révision des frais généraux du Fond mondial ont permis une révision des recettes du Budget général 2026 à la hausse, en passant de 21,87 M€ à 22,98 M€.

Chapitres	Libellés	Budget initial 2026 Budget général	Ajustements	Budget ajusté 2026 Budget général
Chapitre 1	Contributions des Membres (Article 11 - Statuts organiques et 14 Règlement organique)	16 705 000	93 000	16 798 000
	Contributions extraordinaires	535 800	392 200	928 000
	Sous-total Chapitre 1	17 240 800	485 200	17 726 000
Chapitre 2	Frais d'inscription (Session générale et conférences)	20 000	100 000	120 000
	Ventes de publications	-	-	-
	Dossiers d'évaluation de statuts sanitaires	100 000	(30 000)	70 000
	Frais de gestion du Fonds mondial	1 800 000	200 000	2 000 000
	Contributions internes	990 800	(800)	990 000
	Autres produits opérationnels	816 000	344 000	1 160 000
	Sous-total Chapitre 2	3 726 800	613 200	4 340 000
Chapitre 3	Produits financiers	170 000	(50 000)	120 000
	Reprises sur subventions d'investissement	32 500	(3 500)	29 000
	Reprises sur provisions	700 000	63 500	763 500
	Sous-total Chapitre 3	902 500	10 000	912 500
Total		21 870 100	1 108 400	22 978 500

Tableau 2. Recettes du Budget général ajustées pour 2026

2. Budget initial vs Budget révisé : ajustements et écarts

6. L'exercice financier 2026 s'exécute dans un cadre budgétaire initial adopté sur la base d'hypothèses prudentes, en particulier sur :
- le niveau de recettes du Budget général, construit sur un principe d'équilibre (recettes = dépenses)
 - la prise en compte, pour le Fonds mondial, des seules subventions signées au 31 décembre 2025
 - une approche de maîtrise des coûts tout en maintenant les capacités techniques.
7. L'exécution budgétaire 2026 fait apparaître des ajustements principalement liés à la temporalité des projets (décalages de calendrier et phasage) ; à la nécessité de renforcer certaines fonctions de support critiques, en particulier le renforcement des outils numériques ; ainsi qu'à l'évolution du niveau d'activité (missions, réunions, traductions, consultations d'experts).

8. Les ajustements au budget sont présentés dans le Tableau 3 : détaillés par chapitre budgétaire pour le Budget général, le Fonds mondial et les Représentations régionales et sous-régionales (RR-RSR).

Chapitres budgétaires - 2026		Budget Général ajusté	Fonds mondial ajusté	RR et RSR ajusté	Total 2026
1.	Gestion de l'information	2 872 970	574 500	388 400	3 835 870
2.	Elaboration et application de normes	2 756 040	2 160 700	77 000	4 993 740
3.	Renforcement des capacités	212 640	6 545 650	782 400	7 540 690
4.	Initiatives globales	970 140	10 611 300	9 842 490	21 423 930
5.	Collaboration internationale	-	1 480 950	341 100	1 822 050
6.	Gouvernance institutionnelle	4 716 640	1 541 200	100 500	6 358 340
7.	Administration générale	7 778 070	488 700	672 590	8 939 360
8.	Représentations régionales et sous-régionales	2 172 000	-	2 101 220	4 273 220
9.	Dotations aux amortissements et provisions	1 500 000	-	50 000	1 550 000
TOTAL		22 978 500	23 403 000	14 355 700	60 737 200

Tableau 3. Programme de travail prévu au budget agrégé 2026 ajusté par chapitre budgétaire (en €)

9. Le tableau 4 montre les ajustements au budget du Budget général qui sont effectués conformément aux pratiques de gouvernance budgétaire de l'OMSA :
- la colonne 1 présente le budget initial de Budget général de 2026 adopté
 - la colonne 2 présente les ajustements
 - la colonne 3 présente le budget ajusté proposé pour 2026.
10. Les écarts sont analysés au regard de deux objectifs :
- sécuriser la soutenabilité du Budget général, socle du modèle de financement
 - consolider les capacités opérationnelles afin de garantir la livraison des résultats attendus du programme de travail.

Chapitres budgétaires		Budget Général Budget initial 2026	Ajustements	Budget Général Budget modifié 2026
1.	Gestion de l'information	2 882 170	(9 200)	2 872 970
2.	Elaboration et application de normes	2 907 310	(151 270)	2 756 040
3.	Renforcement des capacités	195 750	16 890	212 640
4.	Initiatives globales	1 092 500	(122 360)	970 140
5.	Collaboration internationale	700	(700)	-
6.	Gouvernance institutionnelle	4 396 020	320 620	4 716 640
7.	Administration générale	6 815 150	962 920	7 778 070
8.	Représentations régionales et sous-régionales	2 080 500	91 500	2 172 000
9.	Dotations aux amortissements et provisions	1 500 000	-	1 500 000
TOTAL		21 870 100	1 108 400	22 978 500

Tableau 4. Programme de travail prévu au Budget général 2026 ajusté par chapitre budgétaire (en €)

3. Pilotage prudentiel et sécurisation des postes stratégiques

3.1 Un budget conservatoire dans un contexte de tension sur les ressources

11. L'OMSA conduit l'exécution 2026 dans un environnement d'incertitude marqué par :
 - la volatilité des recettes financières et la dépendance à des hypothèses prudentes, par exemple sur le montant des arriérés de contributions statutaires et sur les intérêts financiers reçus
 - le caractère pluriannuel des contributions volontaires via le Fonds mondial
 - des exigences soutenues en matière de conformité, transparence et efficacité (attentes des Membres, recommandations de gouvernance, intensification du *reporting*).

12. Dans ce contexte, une stratégie de gestion prudentielle est appliquée :
 - priorisation stricte des engagements et concentration des efforts sur les priorités stratégiques
 - phasage des dépenses non critiques et rationalisation des coûts par la mutualisation des moyens
 - suivi renforcé des consommations, notamment sur les lignes de services externes, déplacements, prestations et investissements numériques.

3.2 Sécurisation des postes stratégiques et consolidation des capacités

13. La mise en œuvre du programme 2026 repose fortement sur la disponibilité des ressources humaines : les dépenses de personnel représentent **35 %** du budget total consolidé 2026 (comme en 2025). Cette structure budgétaire justifie une attention particulière à la **sécurisation des postes critiques**, notamment sur : les fonctions techniques au cœur du mandat dans le contexte de la préparation au 8e plan stratégique et du renforcement des cadres normatifs ; les compétences nécessaires à la transformation numérique dans le contexte d'une migration informatique et d'une gestion renforcée de la donnée ainsi qu'à la supervision budgétaire. Enfin, les fonctions de support sont indispensables à la robustesse organisationnelle et à l'amélioration des processus internes qui permettent d'élever les standards de l'Organisation.

3.3 Mobilisation de ressources

14. L'OMSA poursuit la mise en œuvre et l'adaptation de sa stratégie de mobilisation des ressources face à un contexte financier et géopolitique en évolution. Des efforts sont en cours pour encourager les Membres de l'OMSA à accroître leurs contributions statutaires, à effectuer des contributions extraordinaires, et à soutenir l'investissement dans le Fonds Mondial. Il s'agit d'un levier essentiel pour garantir le succès de la mise en œuvre du Programme de Travail 2026. Le Fonds mondial demeure un instrument indispensable et complémentaire du modèle de financement intégré de l'OMSA : au 31 décembre 2025, les sommes dues au Fonds mondial au titre des subventions pluriannuelles signées et actives s'élèvent à 53 M€.

15. Au 31 décembre 2025, les partenaires financiers suivants continueront de soutenir les activités de l'OMSA en 2026 : Allemagne, Australie, Canada, Chine, Espagne, France, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, République de Corée, Royaume-Uni, Suisse, États-Unis, ainsi que l'Union européenne, la Fondation Gates, la Fédération internationale des sports équestres et la Banque mondiale. Cela témoigne du maintien du soutien financier des partenaires de l'OMSA au Fonds Mondial. Dans le cadre des efforts de mobilisation des ressources, la liste finale des partenaires financiers et le montant total des fonds alloués à l'OMSA peuvent évoluer au cours de l'année.
16. Dans le cadre de l'exécution 2026, l'Organisation poursuit la recherche de financements afin d'assurer la réalisation de son mandat et de ses programmes de travail budgétés. Le recouvrement estimé des coûts indirects via les frais généraux s'élève à 2 M€ en 2026.

II. Capacités opérationnelles et points d'attention

1. Consolidation des capacités opérationnelles et arbitrages réalisés

17. Malgré un cadre budgétaire prudentiel, l'OMSA maintient un haut niveau d'ambition opérationnelle en 2026, en cohérence avec le Programme de travail 2026.
18. Les arbitrages opérés en exécution 2026 visent à préserver les activités essentielles, notamment :
- a) Normes : continuité de la production normative et de la reconnaissance des statuts**
19. L'exécution 2026 préserve les capacités nécessaires à l'Organisation des commissions spécialisées et groupes ad hoc ; aux consultations d'experts et traductions, et aux travaux de l'Observatoire. Enfin, la reconnaissance du statut officiel (et l'amélioration de la plateforme associée) demeure au cœur des priorités de l'Organisation en matière normative.
- b) Gestion de l'information : sécurisation de WAHIS et renforcement du service aux Membres**
20. Les investissements sur WAHIS demeurent prioritaires afin de garantir un système robuste et fiable. En 2026, la maintenance WAHIS est estimée à 633 K€ et est financée par le Budget général.
- c) Renforcement des capacités : PVS, plateformes numériques et laboratoires**
21. Les arbitrages permettent de sécuriser les missions PVS (évaluation, analyse des écarts, suivi) majoritairement financées par le Fonds Mondial, le développement du PVS Information System.
22. A titre indicatif, les activités de construction des compétences (de type PVS) présentaient, en 2025, un coût moyen par activité de 65.000€ pour un échantillon varié d'activités : de l'évaluation initiale aux activités ciblées, en incluant les évaluations de suivi. En 2025, l'OMSA a mené 50 activités au profit de 38 Membres de l'OMSA et de 3 non-Membres. Pour l'année 2026, la demande en activités PVS reste très soutenue et sera renforcée par un accompagnement approfondi en matière de sécurité des missions et des équipes.

d) **Gouvernance et transformation : Comité de révision de la gouvernance et 8e Plan stratégique**

23. L'exécution 2026 intègre également la poursuite des travaux structurants de l'Organisation : le comité de révision de la gouvernance, dont les travaux se poursuivent, ainsi que les consultations liées au 8e Plan stratégique, qui propose aux Membres une vision recentrée et clarifiée sur les priorités de l'Organisation.
24. Concernant l'administration, le plan de travail 2026 est orienté vers une amélioration du soutien apporté aux Représentations régionales et sous-régionales, et un renforcement des capacités d'analyse budgétaire. En matière de ressources humaines, la mise en œuvre d'un système d'information de ressources humaines (SIRH) permettra d'améliorer le service rendu au personnel de l'Organisation, renforcer la fidélisation des équipes et l'attractivité des parcours et carrières au sein de l'Organisation. Sécuriser les fonds nécessaires pour la maintenance des projets informatiques au service des Membres tels que la plateforme Status et ANIMUSE. Ces outils contribuent également à la robustesse et à la fiabilité des informations partagées aux Membres, sont intégrés à cette démarche de renforcement des systèmes d'information de l'Organisation. Les indicateurs de performance associés (notifications, assistance, satisfaction utilisateurs) constituent un socle de suivi essentiel.

2. Points de vigilance pour la fin d'exécution et recommandations

2.1 Principaux risques identifiés

25. Les points de vigilance identifiés pour la fin d'exercice concernent principalement : la **dépendance du modèle opérationnel** aux contributions volontaires et à la mobilisation constante de ressources. Certaines missions stratégiques de l'Organisation sont majoritairement portées par les contributions volontaires, comme le renforcement des capacités. Ces modalités de financement fragilisent l'activité et font peser un risque de couverture sur le budget général, puisque l'échéance des financements de Fonds mondial entraîne un report de charge sur le Budget Général. De plus, la pression sur la capacité interne s'exprime par la forte part des dépenses de personnel dans la structure budgétaire.
26. Enfin, les projets numériques d'envergure (WAHIS, ANIMUSE, Status et autres outils) portent un risque de décalage et interrogent l'administration sur la soutenabilité des charges supports (licences, hébergement, maintenance, cybersécurité).

2.2. Recommandations pour sécuriser la trajectoire 2026

27. Afin de sécuriser la trajectoire d'exécution, il est recommandé de maintenir un pilotage prudentiel des engagements, associé à une priorisation des dépenses, et en particulier de préserver en priorité les dépenses liées à la continuité normative, au renforcement des capacités, aux outils numériques stratégiques et aux fonctions support critiques.
28. Parallèlement, la poursuite de la stratégie de mobilisation de ressources ambitieuse et l'anticipation des arbitrages 2027 se feront en lien avec la transition vers le 8e Plan stratégique.

Conclusion

29. L'exécution du budget 2026 s'inscrit dans une approche adaptée à un contexte de tension sur les ressources. Cette stratégie vise à préserver la soutenabilité du Budget général tout en garantissant la livraison des résultats attendus de la feuille de route. Les ajustements proposés permettent de sécuriser les postes stratégiques, de consolider les capacités opérationnelles et de renforcer la supervision budgétaire et la maîtrise des risques pour préparer la transition vers le 8e Plan Stratégique.